

CFDT – CGT – FO – FSU - SUD RE - UNSA

SOS Budget 2011 du MAAP : Non aux suppressions d'emplois et à la casse du service public

Le projet budget 2011 du MAAP se décide actuellement au Parlement. Les commissions « Économie et aménagement du territoire » et « Affaires culturelles et éducation » du Sénat sont consultées pour avis le mercredi 24 novembre 2010 et le vote définitif du budget au Sénat est prévu mardi 30 novembre 2010.

C'est un budget désastreux pour l'emploi, les missions et les conditions de travail dans tous les secteurs du ministère (- 1 083 ETPT à périmètre courant en 2011 par rapport à 2010 ; - 902 ETPT à périmètre neutralisant les transferts) et de ses établissements publics (- 336 ETPT en 2011 par rapport à 2010).

Les six organisations syndicales représentées au CTPM ont dénoncé et combattu, avec l'ensemble des personnels des services du MAAP et de ses établissements publics, ces orientations et le développement de la précarité par de multiples actions sectorielles ou en inter-services tout au long de l'année 2010.

Avec le SNISPV, elles ont également dénoncé dans un communiqué intersyndical du 30 juin 2010 intitulé « Sécurité sanitaire : chronique d'un désastre annoncé », les graves conséquences de ces choix dans un secteur pourtant déclaré prioritaire.

Elles ont également activement participé aux mobilisations interprofessionnelles contre la réforme des retraites imposées aux salariés du privé et du public et ont boycotté le CTPM du 20 octobre dernier afin de marquer leur opposition à ces orientations et à ces projets régressifs et injustes.

Elles ne sauraient en rester là. Le dossier retraites n'est pas clos, pas plus que la lutte contre la politique d'austérité sous toutes ses formes (réforme de la sécurité sociale, développement précarité, licenciements et non renouvellement de contrats, blocage de la valeur du point indiciaire dans la fonction publique pour les trois années à venir, perte de pouvoir d'achat et baisse des salaires avec l'augmentation des cotisations retraites....).

Elles appellent aujourd'hui, les personnels du MAAP et de ses établissements publics, à se mobiliser sur les questions de l'emploi, de la précarité, des salaires, des missions, des conditions de travail... à l'occasion du vote du budget 2011 du MAAP et dans le cadre de la mobilisation interprofessionnelle du 22 au 26 novembre sur les retraites et contre l'austérité.

Elles appellent les personnels et leurs organisations syndicales :

- ▶ à organiser partout d'ici le mardi 23 novembre 2010 des assemblées générales unitaires et inter-services des personnels du MAAP et de ses établissements publics ;
- ▶ à lister dans ces assemblées générales avec les personnels tous les problèmes en termes d'emploi, d'effectifs, de précarité, de missions... de conditions de travail ;
- ▶ à mettre en débat dans les AG des modalités d'actions spécifiques mais complémentaires aux décisions d'actions unitaires interprofessionnelles qui seront prises dans les régions, les départements et les localités : délégations auprès des pouvoirs publics (préfets...), délégations et rassemblements devant les permanences des parlementaires (Sénateurs, Députés) ;
- ▶ à préparer et à organiser des communications à la presse (communiqué et conférence de presse, contact avec les journalistes....) pour populariser la mobilisation, les revendications et les conséquences des choix budgétaires régressifs sur les services rendus aux usagers et citoyens ;
- ▶ à faire circuler l'information et à coordonner cette mobilisation notamment au niveau régional.

Les organisations syndicales du MAAP et de ses établissements publics rappellent, en outre, leurs exigences pour que soit mis fin :

- ▶ aux conditions déplorables d'emploi de nombreux agents contractuels et qu'un plan de déprécarisation et de titularisation soit mis rapidement en place,
- ▶ à la baisse continue de l'emploi public programmée jusqu'en 2013 (- 98 000 emplois) et touchant durement le MAAP,
- ▶ au gel du point d'indice de la fonction publique qui pénalisera durement et durablement les plus fragiles et les salaires les plus bas dont le pouvoir d'achat va continuer de régresser.

Elles condamnent aussi le passage en force d'une réforme des retraites injuste et intolérable et appellent leurs organisations syndicales et tous les personnels à s'inscrire massivement et activement dans les actions unitaires interprofessionnelles contre les plans d'austérité qui se multiplient en Europe.

Paris, le 11 novembre 2010